

## Appel à manifestation d'intérêt

### Quand les déchets résistent

#### Les déchets à l'épreuve de leurs acteurs, des systèmes et des matières

Les déchets, par les enjeux environnementaux, sociaux, politiques ou économiques qu'ils posent, par les éléments qui les composent, peuvent se penser comme ce qui résiste, ce qui oppose une force contraire ou contraignant l'action. Sans être toujours formulée en tant que telle, la résistance a souvent été utilisée comme grille de lecture pour rendre compte de la dimension conflictuelle des déchets, qu'il s'agisse de mobilisations de collectifs contre des installations de traitement à l'origine de nuisances et de pollutions (Demaria, Schindler, 2016 ; Bobbio *et al.*, 2016 ; Armiero *et al.*, 2021), ou de celles de travailleurs des déchets (Corteel, Le Lay, 2011) revendiquant de meilleures conditions de travail ou simplement la possibilité d'exercer leur métier.

Le terme "résistance", par sa capacité d'évocation et de figuration, offre une pluralité d'acceptions sur lesquelles le présent appel propose de prendre appui afin d'ouvrir un questionnement collectif et un dialogue interdisciplinaire sur ce qui fait obstacle dans la prise en charge des déchets et dans les déchets eux-mêmes. Dans cette optique, les participant.e.s sont invité.e.s à se saisir des déchets comme d'un champ d'action individuelle ou collective, privée ou publique, où s'exprime une volonté de "faire avec" et "autrement", ou, au contraire, une volonté de résister à ce faire "autrement" ou un état de fait (lié à des propriétés ou un mode d'organisation) qui entrave ce faire "autrement". Il s'agit donc moins de distinguer ce qui relève des "formes collectives de contestation", des "formes individuelles de résistances" (Dunezat, Gareland, 2014), que de travailler sur les résistances d'un système technique à sa propre transformation et sur la diversité et pluralité des formes de résistance.

Trois axes de réflexion sont proposés dans cette perspective, portant sur : les contre-discours et les contre-actions (qu'elles soient frontales ou feutrées, collectives ou individuelles) en réponse aux logiques économiques, techniques, institutionnelles ou politiques qui organisent la gestion des déchets et lui donnent sens (axe 1) ; les forces d'inertie (dites de *lock-in*)

des réseaux techniques, des référentiels de gestion ou des textes réglementaires à ce “faire autrement” (axe 2) ; la résistance des matières elles-mêmes, dont les propriétés sont en capacité de résister aux processus d’élimination ou de recyclage (axe 3).

De façon plus transversale, mettre en lumière les diverses formes de résistances est l’occasion d’interroger les relations entre les disciplines travaillant l’objet “déchets”, des sciences de l’ingénieur aux SHS. Les premières sont orientées vers la recherche de solutions techniques, parfois au détriment des dimensions sociales de leur fonctionnement ; les SHS analysent depuis quelques décennies la matérialité des déchets, mais ces deux champs se tiennent plutôt à distance dans le monde académique. Peut-on parler des résistances à l’interdisciplinarité et quelles seraient-elles ? Des contributions qui examineraient nos démarches scientifiques d’inter ou transdisciplinarité - une méthodologie, un concept, un outil d’analyse empruntés à d’autres disciplines - sont ainsi attendues. Sont particulièrement bienvenues les contributions portant sur les relations entre sciences de la société et sciences de la nature, ou sciences de l’ingénieur - soit l’interdisciplinarité “radicale” (Molina, 2015), tout comme celles qui proposent l’analyse d’une démarche de recherche-action menée en lien avec des acteurs opérationnels ou des acteurs de la société civile (Durand *et al.*, 2015).

### **Axe 1 - Contestations ouvertes, transgressions discrètes, formes d’engagement : résister avec les déchets**

Ce premier axe explore les formes de résistance qui s’élaborent autour des déchets et de leur traitement, en mettant l’accent sur les acteur-ices de ces résistances et leurs pratiques. Il se déploie en trois volets.

- Le premier volet porte sur les résistances de collectifs d’habitants et d’associations de protection de l’environnement aux projets d’installation d’infrastructures de traitement des déchets. Ces controverses ont fortement marqué les situations locales (Cirelli, Maccaglia 2019). En effet, elles ont parfois permis l’émergence de nouveaux acteurs collectifs allant de la figure de l’opposant jusqu’à celle de l’interlocuteur des pouvoirs publics participant à la co-construction des politiques publiques (Melé, Cirelli 2023). La focale pourra être élargie aux résistances suscitées par l’exportation de coûteuses technologies de traitement (De Bercegol, 2020), par les modèles de gestion des déchets imposés plutôt que négociés (Florin, 2021), ou encore par l’externalisation de la prise en charge de déchets (toxiques ou non) pouvant témoigner de pratiques corruptives (Verdeil, 2017). Il s’agit ici de questionner les formes de l’engagement écologique, ses acteur-ices, les collectifs à l’œuvre, leurs liens avec d’autres luttes, les relations entre collectifs radicaux et organisations plus modérées. Dans quelle mesure ces mobilisations circulent-elles et sont-elles porteuses de nouvelles capacités d’action et de

changements de paradigmes, locaux ou plus élargis, concernant la gestion des déchets et leur traitement ?

- Le deuxième examine l'amont et les pratiques de résistance aux modes de (sur)production et (sur)consommation visant à éviter la production de déchets. Certaines pratiques composent avec un ordre rudologique (Barbier, 2021) existant et cherchent à infléchir sur un mode "doux" (Hajek, 2023), quand d'autres s'inscrivent dans des projets se réclamant d'une rupture/alternative et/ou d'une perspective systémique (agriculture urbaine, de sobriété, pratiques de subsistance, communautés autonomes, etc.). Il s'agit ici d'étudier la dimension politique d'une écologie du quotidien.

- Le troisième volet s'intéresse aux résistances discrètes, "à bas bruit" (Tilly, Tarrow, 2008), "infrapolitiques" (Scott, 2019), aux "pratiques subreptices" (de Certeau, 1990), comme le refus à se soumettre aux injonctions à faire, à l'exemple du tri sélectif et de la lutte contre le gaspillage alimentaire, mises en scène socialement comme de bonnes pratiques. Il s'agirait ici de questionner le système de valeurs et les pratiques associées aux politiques de transition environnementale des individus qui font le choix de ne pas adhérer ou d'adhérer par intermittence aux politiques publiques des déchets. Qu'est-ce qui se joue dans ces résistances à bas bruit aux qualifications et aux prescriptions des politiques publiques des déchets ? Sous quelles formes se donnent à voir ces résistances ? Quelles économies morales soutiennent ces pratiques déviantes au regard de ce qui est conçu comme la norme de comportement écologique légitime ?

Les contributions, qu'elles portent sur des terrains aux Nords ou aux Suds, pourront ainsi interroger les motifs et concrétudes des résistances des acteurs – habitant-es ou travailleur-euses des déchets, individus ou collectifs, informels, formels et institutionnels – qui ont directement à faire face et/ou avec les déchets, mais aussi les destinataires de ces contestations : qui et qu'est-ce qui est contesté, depuis des systèmes techniques et de gestion jusqu'aux normes et modèles dominants, en passant par des équipements indésirables ? Comment est utilisée la puissance contestataire des déchets dans des résistances parfois protéiformes ? De façon transverse, comment ces résistances questionnent-elles les enjeux de l'(in)justice sociale et environnementale ?

## **Axe 2 - Le grand réseau technique des déchets fait de la résistance**

Le déploiement du grand réseau technique, cet "ensemble d'équipements interconnectés, gérés de manière centralisée" (Coutard, 2010), débouche sur une organisation de la gestion et des formes de valorisation déterminées par des logiques de rationalité financière et de rentabilité. Dans le contexte urbain des pays des Suds, le grand réseau technique entre en concurrence avec les travailleurs des déchets historiquement implantés (Cavé, 2013), en

les intégrant parfois (Debout, 2012). Dans le contexte urbain des pays des Nords, les acteurs du grand réseau semblent dénier l'existence de pratiques ordinaires de gestion de restes (récupération, troc, etc.) des classes populaires (Billen, 2022), en ne promouvant au rang de gestes *écologiques* ou *responsables* que des actions validant l'existence du grand réseau (le *geste de tri*) : des contributions peuvent être proposées qui interrogent cette invisibilisation des pratiques ordinaires. Par ailleurs, le grand réseau maintient à la marge ou disqualifie du système les techniques dites alternatives du métabolisme urbain (les petites boucles) (Lehec, 2018). À ce sujet, trois hypothèses pourront être étudiées.

- Premièrement, l'impératif logistique combiné à l'urgence écologique est susceptible de conforter les institutions dans une logique quantitative, ou de massification, qui disqualifie toute forme de gestion qui n'y contribue pas. Or, cet impératif pourrait porter préjudice à l'établissement d'un vivre avec les restes (Monsaingeon, 2014), au sens de gérer les restes (et non les déchets) non plus seulement comme des tas à traiter, mais comme étant composés de matières diverses, dont les rôles écologiques et/ou sociaux sont potentiellement variés. Des contributions qui examineraient cette tension entre quantité et qualité des restes seraient bienvenues, cette qualité pouvant renvoyer aux propriétés physiques, chimiques, olfactives, morphologiques, symboliques des déchets, et/ou à la manière dont les institutions qualifient ces matières. Les objets de recherche peuvent être variés : techniques, politiques publiques, usages, techniques, représentations, etc.

- En second lieu, la difficulté d'intégration d'autres modalités de gestion des restes peut être provoquée par la résistance des savoirs techniques issus des sciences de l'ingénieur ou, plus largement, par des cultures techniques institutionnelles qui résistent à intégrer d'autres types de savoirs plus vernaculaires. Sur ce point, des contributions pourraient porter sur les métriques de la gestion des déchets : que l'on soit gestionnaire, ingénieur, une association, comment et avec quels outils évalue-t-on la qualité ou la non-qualité d'un reste ? comment contrôle-t-on (ou pas) la qualité d'un déchet, sa composition, sa propreté (Bognon et al., 2021) ? Quels indicateurs, quelles techniques ou quelles réglementations sont mobilisés ou disqualifiés par les différents acteurs ?

- Le grand réseau technique a aussi ses temporalités : il s'agit de massifier, d'évacuer, mesurer rapidement (Barles, 1997 ; Thébault, 2019). Dans quelle mesure la résistance du grand réseau technique à sa propre transformation peut-elle être expliquée par sa difficulté à intégrer des modes de gestion s'inscrivant sur un temps nécessairement plus long ?

### **Axe 3 - Ces déchets qui résistent à l'élimination**

L'entrée dans l'ère industrielle s'est accompagnée d'une croissance exponentielle de la production de déchets à l'échelle mondiale, atteignant entre 7 et 10 milliards de tonnes en 2015 (UNEP 2015). Au-delà de ces quantités vertigineuses, les déchets produits par les sociétés contemporaines possèdent des qualités inédites et peinent à réintégrer les cycles naturels ou les systèmes techniques de traitement (Corteel *et al.*, 2019) : ils résistent à la disparition sur des centaines d'années pour les plastiques, voire des milliers d'années pour certains déchets radioactifs. Cet axe invite à interroger la résistance des restes selon plusieurs angles.

- Tout d'abord, du point de vue de la résistance au recyclage : nombreux sont les produits mélangés qui exigent au préalable un démantèlement pour pouvoir en recycler les matériaux, mais nombreux sont aussi les matériaux que l'on ne peut pas (encore) recycler, ou pour lesquels les infrastructures de recyclage sont inexistantes.
- Ensuite du point de vue de la résistance au traitement et à l'élimination : qu'il s'agisse de décharges sauvages ou d'incinérateurs à la pointe de la technologie, le processus de traitement et d'élimination des déchets génère toujours des restes incompressibles, a minima des fumées, des mâchefers, des microparticules ultrafines (PPM10).
- Enfin, du point de vue de la dissémination, non seulement l'usage des objets entraîne la production de déchets d'usure qui échappent au traitement, mais le traitement des déchets aboutit le plus souvent à une désintégration des matières en particules imperceptibles aux sens humains, soit qu'elles soient trop éloignées comme les débris spatiaux (Saint-Martin, 2016), soit qu'elles soient trop petites, incolores et inodores. Ces particules imperceptibles sont à l'origine d'une pollution diffuse qui affecte des écosystèmes parfois très éloignés de lieux de production de déchets, comme les océans, les espaces naturels protégés ou encore les lieux de vie de populations autochtones aux modes de vie peu producteurs de déchets. Cette pollution s'insinue également dans les corps : depuis 2020 de nombreux travaux ont été écrits sur le sujet : très récemment des chercheurs hollandais ont notamment mis en évidence la présence de microplastiques dans le sang humain, reflet d'une exposition multiple et répétée aux polymères (Leslie *et al.* 2022). Cette présence des déchets dans nos environnements et nos existences a par exemple été formalisée par Anna Tsing (2017) avec l'idée de « Troisième nature », prenant acte que les déchets sont désormais des éléments constitutifs de nos écosystèmes contemporains.

Comment penser ces restes incompressibles et leur diffusion ? En quoi et comment conduisent-ils à réviser les imaginaires et les représentations

sociales, mais aussi les catégories scientifiques, techniques, portés et conçus pour penser et donner sens aux déchets dans nos sociétés ? De quelles façons les problèmes qu'ils soulèvent sont-ils "recodés", inscrits sur, traduits dans les agendas politiques ? Inversement, comment expliquer l'inertie des agendas politiques en la matière ? Que faire de et comment faire face à ces substances ? En quoi les solutions conçues conduisent-elles à reproduire un solutionnisme technique et/ou à intervenir sur l'aval, la production et la consommation ? Par ailleurs, comment leur agentivité questionne-t-elle l'articulation entre recyclage et élimination ?

## Bibliographie

- Armiero M., Alisa G., De Rosa S.P., 2021, « La politisation des déchets en Campanie. Conversation à trois voix », *Géocarrefour* [En ligne], 95/1 | 2021, mis en ligne le 23 février 2021. <https://doi.org/10.4000/geocarrefour.16739>
- Barbier R., 2021, « Faire collectif avec les déchets : essai sur l'ordre public rudologique », *Géocarrefour* [En ligne], 95/1 | 2021, mis en ligne le 23 février 2021, consulté le 23 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/geocarrefour/16183> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/geocarrefour.16183>
- Barles, S., 1997, « Les temps de l'environnement dans la ville, 18<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècle », in BARRUÉ-PASTOR, M. (ed.), *Les temps de l'environnement, Actes des journées du Programme Environnement, Vies et Sociétés du CNRS*, Toulouse, 5-7 nov. 1997. Toulouse : Géode/CNRS, 1997, vol. 1, p. 35-43,
- Bellamine S., Bognon S., Florentin D., 2021, « Penser la propreté urbaine hors contexte électoral ». *Métropolitiques*, [en ligne](#).
- Billen L., 2022, « De l'expérimentation à l'alternative écologique ? Le cas d'un vide-greniers en quartier populaire ». *Développement durable et territoires*. n° Vol. 13, n°2 (décembre). <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.20877>
- Bobbio L., Melé P., Ugalde V. (dir.), 2016, *Entre conflit et concertation. Gérer les déchets en France, en Italie et au Mexique*, Lyon, ENS Editions.
- Cavé J., 2013, « La gestion disputée d'un mal public impur : économie politique des ordures », Thèse de doctorat en Aménagement de l'espace-Urbanisme, Université Paris-Est.
- Cirelli C. Florin B., 2016 1. « Les récupérateurs de déchets : entre marginalisation et reconnaissance », revue *Mouvements*, dossier coordonné par A. Andro, F. Flipo, A. Jeanjean, S. Le Lay, O. Roueff, n° 87, 6 septembre 2016, version électronique, <http://mouvements.info/recuperateurs-de-dechets/>
- Cirelli C., Maccaglia F., 2019, *Territoires des déchets. Agir en régime de proximité*, Tours, Presses Universitaires François Rabelais.
- Corteel D. et Le Lay S. (dir.), 2011, *Les travailleurs des déchets*. Toulouse, Érès, 336 p.
- Corteel D., Houdart S., Guitard E., Monsaingeon B., 2019, « Des fripes, des restes et des champignons : de l'irrécupérable en toute chose et de quoi en faire dans un monde fini », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 37 | 2019, 157-178.
- Coutard O., 2010. « Services urbains : la fin des grands réseaux ? » In *Ecologies urbaines, Villes*, 102-29, Paris, Economica/Anthropos.
- De Bercegol R., Gowda S., 2020, « Nettoyer l'Inde », la marginalisation des récupérateurs de déchets à Delhi", *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 281 | 2020, 41-68.
- Debout L., 2012, « « Réseau mou » et intégration urbaine. Particularités du service de gestion des déchets ménagers », *Flux*, 87 (1): 7-17.

- De Certeau M., *L'invention du quotidien. 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990.
- Demaria F., Schindler S., 2016, « Contesting urban metabolism: struggles over waste-to-energy in Delhi, India », *Antipode* Vol. 48 No. 2 2016, pp. 293–313.
- Dunezat X., Gareland E., 2014, “La sociologie au prisme de la sociologie de rapports sociaux : les enjeux du passage au collectif”, in *Qu'est-ce que résister ? Usages et enjeux d'une catégorie d'analyse sociologique*, J-A. Claderon, V. Cohen, Villeneuve d'Ascq, Presses du Septentrion, p. 125-142.
- Durand M., Djellouli J., Naoarine C., 2015, *Gestion des déchets : innovations sociales et territoriales*, Rennes, PUR.
- Florin B., 2021, « Sociétés urbaines et gestion des déchets dans les villes sud-méditerranéennes : les effets des réformes modernisatrices sur le secteur informel », *Insaniyat / إنسانيات*, 92 | 2021, 13-34.
- Hajek I., Diestchy M., 2019, RELGA, *Étude sur les réseaux émergents de lutte contre le gaspillage. Les « passeurs » de la lutte contre le gaspillage*, Rapport final, ADEME, SAGE CNRS-UdS, janvier, 182 p.
- Hajek I., 2023, “Engaging in reuse, gleaning and zero waste in France: a civic ecology of matter”, *Environmental Sociology*, 9:4, 386-397
- Lehec E., 2018, « La remise en cause des services urbains en réseau, une approche par la technique - Le cas du compostage des déchets en pied d'immeuble à Paris », Thèse en aménagement-urbanisme, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.
- Leslie H.A., Martin J.M., van Velzen M.J.M, Brandsma S., Vethaak D., Garcia-Vallejo J., Lamoreeet M.H, 2022, “Discovery and quantification of plastic particle pollution in human blood”, *Environment international*, vol. 163, <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0160412022001258>
- Melé P., Cirelli C., 2023, « Une géographie de l'engagement : la place des associations dans la transition rudologique », *Norois*, n°268-269, 2023/3-4 p. 73-89.
- Molina G., Roudil N., 2015, « La ville durable et les chercheurs : quelle construction interdisciplinaire des savoirs ? », *Cahiers RAMAU*, 7 | 2015, 222-255.
- Monsaingeon B., 2014, « Le déchet durable : éléments pour une socio-anthropologie du déchet ménager ». Thèse de Sociologie, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.
- Saint-Martin A., 2016, « Du big sky à l'espace pollué : l'effet boomerang des débris spatiaux ». *Mouvements*, 87, 36-47. <https://doi.org/10.3917/mouv.087.0036>
- Scott J., 2019, *La domination et les arts de la résistance, Fragments du discours subalterne*, Paris, Editions Amsterdam.
- Thébault, E. 2019, « La ville à fleur d'eau : Doctrines, techniques et aménagements de l'eau de pluie et des cours d'eau dans l'agglomération parisienne, 1970-2015 » Thèse de doctorat en urbanisme-aménagement, Université Paris 1.
- Tilly, C., Tarrow, S., 2008, *Politique(s) du conflit: De la grève à la révolution*. Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.tilly.2008.01>
- Tsing A., 2017, *Le champignon de la fin du monde. Sur les possibilités de vivre dans les ruines du capitalisme*, Paris, La Découverte,
- UNEP, ISWA, 2015, *Global Waste Management Outlook*. [https://www.eawag.ch/fileadmin/Domain1/Abteilungen/sandec/E-Learning/Moocs/Solid\\_Waste/W1/Global\\_Waste\\_Outlook\\_2015.pdf](https://www.eawag.ch/fileadmin/Domain1/Abteilungen/sandec/E-Learning/Moocs/Solid_Waste/W1/Global_Waste_Outlook_2015.pdf)
- Verdeil E., 2017, "Crise des déchets et fabrique urbaine à Beyrouth", <https://www.sciencespo.fr/research/cogito/home/crise-des-dechets-et-fabrique-urbaine-a-beyrouth/>

## **Modalités de soumission**

L'objectif du deuxième workshop du réseau Déchets-Valeurs-Sociétés est de se constituer comme un espace de débat, de structuration d'un champ interdisciplinaire et d'interrogation du rôle des sciences humaines et sociales à l'ère du "poubelloène".

A cet effet, nous encourageons des communications à plusieurs voix, des mises en dialogue entre collègues de disciplines, approches ou axes différents. Le Comité d'organisation pourra proposer aux auteurs (sans aucune obligation d'acceptation) cette modalité de présentation lorsque des propositions peuvent se prêter à l'exercice.

Les propositions sont à déposer sur le site du workshop avant le 10 Juin 2024 : <https://dvs-ws2.sciencesconf.org>

La proposition de manifestation d'intérêt devra comprendre :

- Le nom du ou des auteur·rices, l'université et le laboratoire de rattachement, une adresse mail
- Une proposition de 450-500 mots maximum (une page environ)
- 3 à 5 mots clés
- L'axe dans lequel s'inscrit la proposition
- Une courte bibliographie indiquant les références sur lesquelles la proposition s'appuie

## **Dates à retenir**

- Lancement de l'appel : 15 avril 2024
- **Date limite de soumission des propositions d'intention : 30 juin 2024**
- Réponse aux auteurs : à partir du 15 juillet 2024
- Publication du programme : Début septembre 2024
- Dates du colloque : 5-6-novembre 2024

## **Lieu du colloque :**

MSH Val de Loire, 33 Allée Ferdinand de Lesseps, 37200, Tours

## **Comité d'organisation :**

Claudia Cirelli, Delphine Corteel, Bénédicte Florin, Elisabeth Lehec, Fabrizio Maccaglia (UMR CITERES Université de Tours), David Violleau (IUT Université de Tours) et Isabelle Hajek (UMR SAGE, Université de Strasbourg).

## Comité scientifique :

**Denis Blot**, MCF de sociologie, Université de Picardie Jules Vernes, EA HM, UPJV

**Claudia Cirelli**, IR, géographie, Université de Tours, UMR CITERES

**Delphine Corteel**, PR de sociologie, Université de Tours, UMR CITERES

**Mathieu Durand**, MCF de Géographie, Le Mans Université, UMR ESO

**Bénédicte Florin**, MCF de Géographie, Université de Tours, UMR CITERES

**Pascal Grouiez**, MCF d'économie, l'Université Paris Cité, UMR LADYSS

**Isabelle Hajek**, MCF de sociologie, Université de Strasbourg, UMR SAGE

**Ankinée Kirakozian**, MCF d'économie, Université de Lorraine, UMR BETA

**Emmanuel Kessous**, PR de sociologie, AgroParis tech, UMR LISIS

**Nathalie Lazaric**, DR CNRS, économie, Université de Nice, UMR GREDEG

**Elisabeth Lehec**, MCF d'Aménagement et urbanisme, Université de Tours, UMR CITERES

**Fabrizio Maccaglia**, MCF de Géographie, Université de Tours, UMR CITERES

**Muriel Maillefert**, PR d'Aménagement et urbanisme, Université Lyon 3, UMR EVS

**Baptiste Monsaingeon**, MCF de sociologie, Université Champagne Ardennes, EA REGARDS

